

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 03 décembre 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

ETS MENUT

Commune de SAINT GERMAIN DU PUY

Rapport relatif à la mise à jour de la situation administrative

Objet : Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire d'actualisation de l'agrément « centre VHU » et de mise à jour de la situation administrative du site exploité à Saint-Germain-du-Puy par les Etablissements J. MENUT.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par bordereaux cités en référence, monsieur le préfet du Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, respectivement :

- La demande des Etablissements J. MENUT de bénéficier du droit acquis lié à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les installations qu'ils exploitent rue de Balzac sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY (cf. plan de localisation),
- le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter d'actualisation de la situation administrative en date de janvier 2013 présenté par les Etablissements J. MENUT pour les installations de SAINT GERMAIN DU PUY, complété par courriel du 9 avril 2013 et par courrier du 13 juin 2013,
- le dossier complémentaire des Etablissements J. MENUT en date du 13 juin 2013 afin d'actualiser l'agrément préfectoral « centre VHU » du site de SAINT GERMAIN DU PUY.

Le présent rapport fait suite à l'instruction des 3 dossiers.

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Les établissements MENUT dont le siège social est situé 21 rue Jacques-Cœur sur la commune de SAINT OUEN (41 100), exploitent des installations de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques et des installations de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage, dans leur établissement situé rue de Balzac sur la commune de SAINT GERMAIN DU PUY (cf. plan d'implantation).

.../...

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire
plan de localisation
plan d'implantation

Copie à : DREAL Centre - SEIR

Ils sont autorisés à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral n°2010.1.0702 du 7 avril 2010, sous la rubrique de la nomenclature des installations classées suivante :

- 286 : Métaux (Stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses des véhicules hors d'usage, etc., la surface utilisée étant supérieure à 50 m² ;

Le tableau suivant résume la situation administrative actuelle de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

RUBRIQUE	DESIGNATION DES ACTIVITES	VOLUME D'ACTIVITE	Régime
286	Métaux (Stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses des véhicules hors d'usage, etc. : La surface étant supérieure à 50 m ²	1 559 m ²	A

A : Autorisation

On notera également les activités suivantes non classables au titre de la nomenclature précitée:

- dépôts de caoutchouc élastomères, polymères, la quantité stockée étant de 0,8 m³ (rubrique 98 bis-B) ;
- emploi et stockage de l'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,56 t (rubrique 1220) ;
- réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,13 t (rubrique 1411) ;
- emploi et stockage de l'acétylène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 35 kg (rubrique 1418) ;
- stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale de 1,3 m³ (rubrique 1432.2) ;
- dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant de 90 m³ (rubrique 1530) ;
- travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement étant de 40 kW (rubrique 2560) ;
- transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques (rubrique 2711), la quantité stockée étant de 33 m³ ;
- installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, la puissance absorbée étant de 9 kW (rubrique 2920).

2. DEMANDE D'ANTERIORITE SUITE A LA MODIFICATION DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEMANDE DE MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITER

2.1. Contexte réglementaire de la modification de la nomenclature pour certaines rubriques du secteur des déchets

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

De plus, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été modifiée depuis 2010 notamment par :

- le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets) modifiée),
- le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées et créant le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2712 (stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du code

de l'environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

2.2. Contextes réglementaires de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour la rubrique 2920

- Rubrique 2920 (installations de réfrigération ou de compression)

Le décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, a modifié les critères et seuils de classement pour la rubrique 2920. Désormais, seules les installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques sont classables sous cette rubrique. Les caractéristiques des installations du site amènent à conclure qu'elles ne relèvent plus de la rubrique 2920.

2.3 Présentation des demandes

- demande de bénéficier des droits acquis liés à l'antériorité

Par courrier du 4 août 2010 transmis à la préfecture du Cher, les Ets MENUT ont demandé à bénéficier du droit acquis. Cette demande a été complétée par courrier du 4 février 2013 et par courriel du 9 avril 2013.

Les activités du site relèvent désormais des rubriques de la nomenclature selon les correspondances suivantes :

- rubrique 2710 pour l'apport de déchets métalliques par leurs producteurs sur le site,
- rubrique 2711 pour le transit de déchets d'équipements électriques et électroniques,
- rubrique 2712 pour le stockage, la dépollution et le démontage des VHU,
- rubrique 2713 pour le transit des déchets métalliques,
- rubrique 2791 pour la découpe à la cisaille des déchets métalliques.

- demande de modification des conditions d'exploiter

Par ailleurs, l'exploitant a demandé dans son dossier de janvier 2013 à pouvoir augmenter la capacité de stockage des batteries sur le site de 10 tonnes pour lesquelles il est autorisé par son arrêté préfectoral du 7 avril 2010 à 25 tonnes.

Les conditions de stockage des batteries ne seront pas modifiées (sur rétention dans des bacs en acier inoxydables étanches sous auvent à l'abri des intempéries). Le trafic lié à l'augmentation de l'activité ne sera pas modifié étant donné que les camions évacuant les batteries du site seront munis de bennes d'un volume plus importants qu'actuellement. Le trafic généré pour l'évacuation des batteries du site est de l'ordre de 4 camions par an. Par ailleurs, l'exploitant précise dans son dossier que les moyens déjà mis en place pour prévenir d'un éventuel accident au niveau du stockage des batteries (déversement accidentel) sont suffisants : bassin de confinement sur site des eaux susceptibles d'être polluées d'un volume minimal de 340 m^3 , consignes de sécurité.

La situation administrative de l'établissement est désormais la suivante :

RUBRIQUE	DESIGNATION DES ACTIVITES	VOLUME D'ACTIVITE	Régime
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 1. La surface étant supérieure ou égale à $1\,000 \text{ m}^2$	⁽¹⁾ $1\,415 \text{ m}^2$	A

2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	25 t	A
2712-1b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	⁽¹⁾ 744 m ²	E
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 2. La quantité de déchets traités est inférieure à 10 t/j	0,01 t/j	DC
1220	Oxygène (emploi et stockage d') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	0,56 t	NC
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 6 t	0,078 t	NC
1418	Acétylène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	35 kg	NC
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m ³	0,8 m ³	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant inférieur ou égal à 100 m ³	16 m ³	NC
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant inférieure à 1 t	< 1 t	NC
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant inférieur à 100 m ³	< 100 m ³	NC
2711	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 1 000 m ³	33 m ³	NC

2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³	99,55 m ³	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m ³	1 m ³	NC

A : Autorisation, E (enregistrement), DC (déclaration soumis à contrôle périodique), NC : non classé

⁽¹⁾ : la surface maximale de stockage autorisée pour les rubriques 2712-1b et 2713-1 est de 1 559 m²

De ce qui précède, la demande des établissements MENUT de bénéfice de l'antériorité est présentée dans l'année suivant la publication du décret du 13 avril 2010 précité. En conséquence, le tableau de classement des activités de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement doit être modifié.

Compte tenu de la création de nouvelles rubriques, des dispositions particulières sont prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Elles se rapportent à la rubrique suivante concernée par la demande de modification des conditions d'exploiter (stockage de batteries):

- 2718-1 (transit de déchets dangereux) : sont classables sous cette rubrique les batteries amenées sur site provenant de particuliers ou de professionnels (garagistes). Des prescriptions sur le mode de stockage ont été prévues au projet d'arrêté préfectoral.

Des prescriptions fixent également les conditions d'admission et de stockage des DEEE (rubrique 2711).

- demande d'exonération de l'obligation de traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants

L'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres de suivi des déchets stipule que les exploitants d'installations de transit de déchets doivent assurer la traçabilité entre les déchets entrants et sortants du site.

Par courrier du 13 juin 2013, l'exploitant a demandé à être exonéré de ces obligations de traçabilité pour les déchets métalliques en justifiant que les opérations de tri et de regroupement effectuées sur site ne permettent pas cette traçabilité. L'article 6 précité précise que l'exploitant peut être exonéré de cette prescription dès lors que l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit. Le projet d'arrêté préfectoral prescrit cette exonération de l'obligation de traçabilité.

3. DEMANDE D'ACTUALISATION DE L'AGREMENT « CENTRE VHU »

3.1. Cadre réglementaire

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

L'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précise que les agréments, délivrés en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage, et en cours de validité, sont mis en conformité avec les dispositions du présent arrêté, par arrêté préfectoral complémentaire, après dépôt d'un dossier complémentaire, dans un délai de dix-huit mois à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, soit avant le 1^{er} janvier 2014. Le dossier complémentaire doit être composé de :

- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans l'arrêté du 2 mai 2012 et les moyens mis en oeuvre à cette fin ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté du 2 mai 2012.

3.2 Présentation de l'agrément préfectoral pour le site de Saint-Germain-du-Puy

L'établissement bénéficie de l'agrément préfectoral « centre VHU » par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2010 précité, valable jusqu'au 13 novembre 2014. Cet agrément préfectoral a été délivré en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

3.3 Instruction de la demande des établissements MENUT d'actualisation de l'agrément « centre VHU »

Conformément aux dispositions susmentionnées de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, l'exploitant a déposé un dossier complémentaire afin d'actualiser son agrément préfectoral « centre VHU » par courriel du 13 juin 2013.

Le dossier comprend la lettre d'engagement de l'exploitant à respecter le cahier des charges « centre VHU » détaillé en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précité ainsi que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter ses installations conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 notamment le chiffre d'affaire des 3 dernières années ainsi que les résultats.

Le dossier contient donc l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'agrément « centre VHU » du pétitionnaire doit être actualisé par arrêté préfectoral, en reprenant le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

La date de validité de l'agrément actuel reste inchangée.

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Suite aux modifications de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement notamment dans le secteur des déchets et suite à la demande du pétitionnaire de bénéficier de l'antériorité, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de lui accorder ce bénéfice et d'acter cette évolution administrative en actualisant notamment le tableau de classement des activités du site.

Par ailleurs, les mesures mises en place par l'exploitant et figurant dans le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter déposé en février 2013 sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et à limiter les risques lors de l'exploitation de l'activité de récupération et de tri de métaux et de dépollution des véhicules hors d'usage, sur son site d'implantation de SAINT GERMAIN DU PUY.

Les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dès lors et conformément à l'article R 512-33 du code de l'environnement, il ne s'agit pas d'une modification substantielle des conditions d'exploiter et une procédure complète avec enquête publique n'est pas nécessaire.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher d'actualiser les prescriptions applicables à l'établissement en modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2010 par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de considérer favorablement la demande d'actualisation de l'agrément "centre VHU" (dépollution et démontage de véhicules hors d'usage) présentée par les Etablissements J. MENUT sis à SAINT GERMAIN DU PUY.

Le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du rapport :

- met à jour le tableau de classement des activités,
- fixe des prescriptions complémentaires notamment pour le transit des batteries et des déchets d'équipements électriques et électroniques,
- actualise l'agrément « centre VHU ».

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de réserver une suite favorable aux demandes de l'exploitant en modifiant l'arrêté préfectoral n°2010.1.0702 du 7 avril 2010 par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral à cet effet est joint au présent rapport.

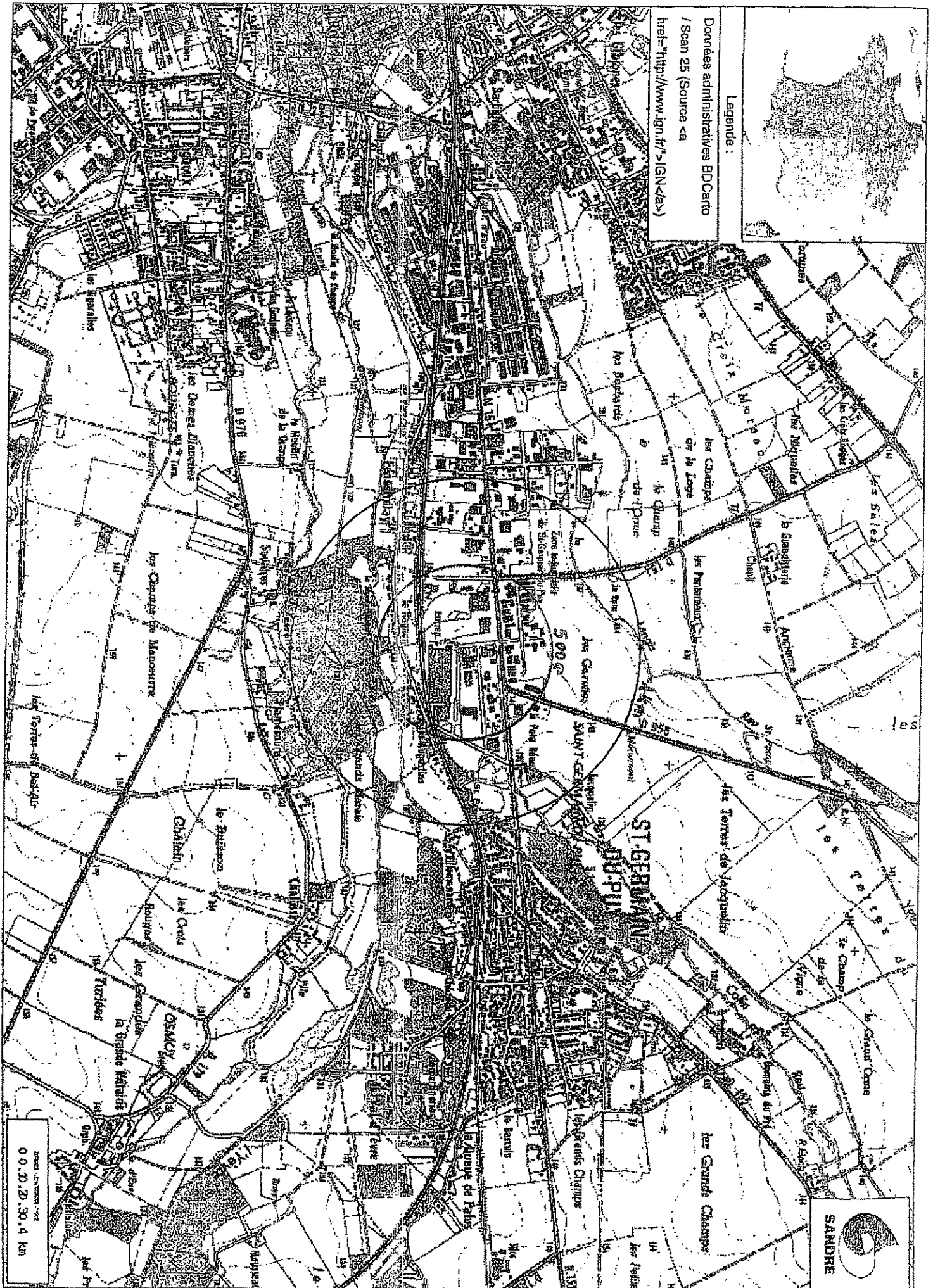
Les dispositions de ce projet doivent être présentées, pour avis, au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, conformément à l'article précité.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme,
à monsieur le préfet du Cher,
Pour le directeur,
Le chef de la première subdivision du Cher,

Signé



ETS MENUT - ST GERMAIN DU PUY

